



PROJECT MUSE®

L'archive participative, les archivistes et les usagers :
quels défis ? Quelles pistes de solutions ? / Participatory
archiving, archivists and users: What are the challenges?
What are the possible solutions?

Siham Alaoui

Canadian Journal of Information and Library Science, Volume 43,
Number 3, January/Janvier 2021, pp. 217-244 (Article)

Published by University of Toronto Press



➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/781386>

L'archive participative, les archivistes et les usagers : quels défis ? Quelles pistes de solutions ?

Participatory archiving, archivists and users: What are the challenges? What are the possible solutions?

Siham Alaoui

Département des sciences historiques/Département d'information et de communication, Faculté des lettres et des sciences humaines Université Laval
Siham.alaoui.1@ulaval.ca

Résumé : L'engouement du numérique et l'utilisation massive des technologies du web 2.0 ont changé les modalités de la fabrique des activités culturelles. Dans le contexte archivistique, les technologies du web 2.0 offrent à l'utilisateur l'occasion de participer plus activement dans la valorisation des archives. Cette conception traduit la transition de la pratique de l'archive vers une voie plus participative. Dans cet article, nous exposons le propre de l'archive participative et ses manifestations dans les contextes canadien et québécois. Nous en précisons aussi les enjeux, notamment la question de l'engagement à long terme des usagers des archives. Enfin, nous décrivons comment l'archiviste se repositionne dans ce contexte en soulignant la nécessité d'intégration de cette dimension participative dans ses activités professionnelles courantes.

Mots clés : archive participative, numérique, *crowdsourcing*, production participative, *crowdfunding*, financement participatif, archives communautaires, médias sociaux, archivistes, usagers, Québec, Canada.

Abstract: The massive use of web 2.0 technologies has changed the way cultural activities are conducted by heritage institutions. Within the archival context, such technologies make users able to participate more actively in enhancing the archival memory. Thus, this new situation brings about a paradigm shift in the archival practice, making the user go from a passive role to a more active one. In this article, we show the participatory archive and its manifestations in Canada and Quebec. We also address some issues emerging in this participatory context, focusing more specifically on the long-term engagement of users. Finally, we describe how the archivist is repositioned in this context and how this participatory dimension can be rooted in current archival professional activities.

Keywords: participatory archives, web 2.0, crowdsourcing, crowdfunding, community archives, social media, archivists, users, archives, Québec, Canada.

Introduction

De nos jours, l'engouement du numérique a modifié les procédés de la fabrique des activités culturelles. Les institutions de mémoire, dont les milieux archivistiques, songent à tirer parti des technologies de l'information (TI) afin de repenser leurs relations avec leurs clientèles citoyennes. Ces dernières sont plus aptes à participer aux activités de description et de valorisation des collections patrimoniales, grâce à des modalités d'interaction numérique. Cette situation traduit l'évolution de la pratique de l'archive vers une voie dite participative.

L'archive participative résulte de l'influence du postmodernisme qui prône le rôle de l'utilisateur comme acteur actif dans la valorisation des archives (Eveleigh 2012, 2015, 2017 ; Huvila 2008 ; Theimer 2011). Elle implique des usagers volontaires et des communautés culturelles, non spécialistes en archivistique, dans l'appropriation et la mise en valeur du patrimoine documentaire (Theimer 2014). Il s'agit d'un ensemble de pratiques archivistiques débordant le seul milieu des archives et ayant lieu dans un environnement numérique. Elles peuvent prendre plusieurs formes, dont (1) la production participative (*crowdsourcing*) qui mise sur l'amélioration de la découvrabilité des archives et la stimulation de leur potentiel de réutilisation ; (2) le financement participatif (*crowdfunding*) qui vise à acquérir les ressources nécessaires à la valorisation des archives ; et (3) l'archive communautaire participative (*participatory community archives*), dont l'ambition est valoriser les archives des différentes communautés de la société. Ce contexte participatif se marque par l'hétérogénéité des usagers, de leurs compétences, de leurs profils et des intérêts qu'ils portent pour les archives (Eveleigh 2015 ; Spindler 2014), faisant ainsi surgir d'importants enjeux. Il est dès lors essentiel de songer à l'engagement à long terme de ces usagers dans les activités participatives mises en place. Dans ce contexte, l'archiviste se doit de repenser son rôle et l'orienter vers une voie plus sociale pour stimuler l'engagement des usagers dans les projets de l'archive participative (Benoit et Eveleigh 2019).

Si la littérature scientifique en archivistique, anglophone surtout, rend bien compte des différentes manifestations de l'archive participative (Eveleigh 2012, 2017 ; Huvila 2008 ; Iacovino 2012 ; Spindler 2014 ; Theimer 2011, 2014 ; Wright De Hernandez 2018), la question de l'engagement à long terme des usagers semble peu abordée. Cela est confirmé par Benoit et Eveleigh (2019) qui affirment, dans leur ouvrage collectif, que la question de l'engagement des usagers et l'intégration des responsabilités participatives dans les pratiques professionnelles courantes de l'archiviste constituent des pistes prometteuses pouvant faire l'objet de recherches futures (Benoit et Eveleigh 2019). C'est ainsi que, dans cet article, nous nous efforçons de répondre à une question à double volet : quelles stratégies doivent être mises en place pour stimuler l'engagement des usagers et des archivistes dans le contexte de l'archive participative ? Afin de répondre à notre question, nous mobiliserons des écrits en archivistique, issus notamment du postmodernisme et traitant des pratiques de l'archive participative dans les contextes canadien et québécois. Il est plus précisément question de cartographier, à la lumière de ces écrits, les différentes pratiques de l'archive participative telles qu'elles se manifestent chez les usagers bénévoles et les communautés

culturelles. Notre réflexion débouchera sur un ensemble d'enjeux qui surgissent dans ce contexte participatif, pour lesquels des pistes de solutions seront suggérées, compte tenu des contextes socioculturels dans lesquels les participants et les archivistes évoluent.

L'archive participative : définition, principes et manifestations

Quelques repères contextuels

En archivistique, il a fallu attendre jusqu'aux années 1980 pour commencer à s'intéresser à l'étude des usagers (Conway 1985 ; Dearstyne 1987 ; Duff, Craig, et Cherry 2004 ; Duff et Fox 2006 ; Maher 2001 ; Pugh 1992 ; Yakel 2000, 2002, 2005 ; Yakel et Torres 2003), contrairement aux bibliothécaires qui ont été les pionniers en la matière (Martin 1976 ; Skelton 1973 ; Tobin 1974). Cela n'est pas un fruit du hasard puisque les missions des deux professionnels de l'information diffèrent. Alors que les bibliothécaires se soucient, dans une perspective démocratique, de l'accès équitable à l'information par les citoyens et l'offre d'un service de référence satisfaisant, les archivistes, pour leur part, ont depuis longtemps occupé cette fonction de gardien de confiance des archives, étant donné que celles-ci constituent un instrument d'exercice du pouvoir dans la société. Selon cette vision traditionnelle, l'archiviste se positionne avant tout comme gardien des intérêts du producteur des archives. Il assume aussi une fonction de *diffusion* de celles-ci, qu'elles soient à leur stade actif, semi-actif ou inactif. Aux stades actif et semi-actif, l'archiviste se doit de s'assurer que les archives produites ou reçues dans le cadre des activités de l'organisation sont diffusables aux acteurs organisationnels concernés (par exemple les décideurs, les gestionnaires, les employés de première ligne, etc.), lesquels représentent les usagers internes et premiers de ces archives. Ainsi, ces dernières sont mobilisées à des fins de prise de décision, de vérification ou encore d'imputabilité. Une fois à leur stade inactif, ces archives sont diffusées à un public plus large, que ce soit pour des besoins de recherche scientifique ou rétrospective, ou encore à des fins d'information générale. La diffusion des archives correspond ainsi à une fonction archivistique qui élargit les finalités d'usage des archives et par conséquent, aide à stimuler leur valeur aux yeux d'une pluralité d'usagers.

Au Québec, la diffusion comme fonction archivistique regroupe l'ensemble des activités par lesquelles l'archiviste rend accessibles les archives et les fait connaître auprès des usagers (Charbonneau 1999, 374), soit les chercheurs, les historiens, les généalogistes, les artistes et le grand public. Cette fonction ne se limite pas à l'acte de communiquer les archives, mais le dépasse, comme le souligne Charbonneau (1999), pour inclure les activités de promotion, de mise en valeur et d'exploitation des archives. À ce sujet, Cardin (2012) apporte les nuances nécessaires dans l'acception de la diffusion des archives au Québec, notamment en la croisant avec sa définition en Europe (dans la tradition française surtout), où il est plutôt question de l'exploitation et de la mise en valeur des archives. Au Canada, on évoque plutôt l'expression « programmation publique des archives » (*archives public programming*) afin de distinguer l'ensemble des activités et processus par l'entremise desquels l'archiviste rend publiquement

accessibles les archives et accompagne les usagers dans leur démarche d'appropriation du patrimoine archivistique (Blais et Enns 1990 ; McCausland 2017). Quel que soit le contexte culturel en jeu, plusieurs stratégies de promotion des archives sont développées, dont les expositions, les activités de lecture à haute voix, le service de référence des archives, etc. Ces activités, s'inscrivant dans la large sphère de programmation culturelle, ont pour finalité de rejoindre les usagers et faciliter leur processus d'appropriation des archives. Si ces activités de diffusion facilitent l'accès aux archives, force est de dire que l'accessibilité de celles-ci à une pluralité des usagers risque cependant de nuire à leur matérialité. Certes, certaines archives possèdent leur pleine valeur historique ou patrimoniale dans leur support matériel, et, par conséquent, cette matérialité gagnerait à être préservée autant que possible. Telle situation a poussé les institutions des Archives à opter pour la numérisation de leurs ressources documentaires afin de prouver leur adhésion à la démocratisation d'accès au patrimoine culturel tout en préservant la matérialité des archives, déterminante de leur valeur historique ou patrimoniale. Plus encore, les Archives se servent des moyens de communication numériques, dont les sites web institutionnels et les médias sociaux à des fins de valorisation de leurs collections patrimoniales et de fidélisation de nouveaux usagers (Bédard et Morel 2013–14 ; Giuliano 2011–12). La conscience du potentiel des technologies du web 2.0 a poussé ces institutions à surmonter la vision traditionnelle de la diffusion des archives pour impliquer plus activement les usagers dans la valorisation des archives (Bouyé 2012–13), en dépassant ainsi cette logique de comptoir (par exemple le service de référence). Dans cet esprit, l'archive participative se révèle une nouvelle pratique axée sur l'utilisateur et invitant celui-ci à être un acteur actif plutôt qu'un simple consommateur passif des archives.

L'archive participative sous l'influence du postmodernisme

L'archive participative, ou l'archive 2.0, est un concept qui s'est popularisé dans la littérature archivistique grâce à Isto Huvila (2008), lorsqu'il publie son article dans la revue *Archival Science*, où il souligne la nécessité de mobiliser le potentiel du web 2.0 dans la réinvention de la relation des archivistes avec leurs usagers. Le concept est repris par la suite par un ensemble d'auteurs se préoccupant de l'étude des usagers et leurs pratiques informationnelles sur le web, dont Eveleigh (2012, 2017), Benoit et Munson (2018), Theimer (2011), Iacovino (2012) ainsi que Moirez (2013). Il n'existe pas une définition unique de ce qu'est l'archive participative, mais ces auteurs se mettent d'accord sur le fait qu'elle s'avère une pratique participative où les usagers — spécialistes ou non — sont invités à participer dans l'annotation, la description, et d'une façon générale, l'amélioration de leur potentiel d'exploitabilité. Telle pratique trouve ses fondements dans les postulats de la philosophie postmoderne de l'archivistique, laquelle met de l'avant le rôle de l'utilisateur comme acteur actif participant à la création, la description, la constitution et la valorisation de la mémoire archivistique collective (Cook 2001).

Cook (2001) soutient l'idée selon laquelle, dans la pensée postmoderne, le dispositif de l'archive n'est jamais neutre, mais représente un ensemble de points

de vue, pas nécessairement homogènes, lesquels forment l'interprétation « collective et commune » des archives. L'archivistique traditionnelle reconnaît le rôle unique de l'archiviste comme un agent neutre qui classe les archives en fonction du *principe du respect des fonds* (Duchein 1977) en se souciant de leur provenance et de leur ordre original. Selon cette posture, cet ordre original permet d'interpréter les archives en fonction des liens organiques existants entre elles. En revanche, la pensée archivistique postmoderne remet cette logique en question en soulignant le caractère « multiple » de la réalité sociale et en promouvant la participation de l'utilisateur pour interpréter les archives en fonction de ses propres schèmes significatifs. En empruntant une vision démocratique, elle dépasse cette idée du classement des archives en fonction de leur ordre de provenance vers une approche plus flexible et adaptée aux mutations socioculturelles qui façonnent la manière dont les archives sont interprétées. L'archive participative, fondée sur cette posture postmoderne, reconnaît ainsi la pluralité des interprétations des archives par les divers usagers et oriente ses activités vers les besoins et préférences de ces derniers.

Les principes de l'archive participative : vers une meilleure orientation vers l'utilisateur et ses besoins

Isto Huvila (2008) énumère trois principes clés qui sous-tendent l'archive participative, et qui la distinguent d'ailleurs de l'approche archivistique traditionnelle. Il s'agit de : (1) l'orientation vers l'utilisateur (*user orientation*) ; (2) la curation numérique des archives (*digital curation of archives*) ; et (3) la contextualisation plus ample à la fois des archives et du processus de l'archive (*broader contextualization of both records and the entire archival process*). L'orientation vers l'utilisateur traduit, sous l'influence de la philosophie archivistique postmoderne, une légitimité plus importante de l'utilisateur en tant qu'acteur actif dans la valorisation des archives détenues par les institutions de mémoire. L'utilisateur participe, dans une perspective de démocratisation culturelle, à divers processus archivistiques afin d'améliorer la réparabilité des archives et leur qualité. La curation numérique, rejoignant l'idée précédemment développée, mise sur la mobilisation des compétences numériques et intellectuelles de l'utilisateur non seulement dans la description des archives, mais aussi dans la correction de leur qualité, notamment en ce qui concerne leur lisibilité. Le terme curation ne réfère pas ici à la veille et à l'alimentation des sites web, mais plutôt à une dimension de correction, d'ajustement, de bonification de la qualité des archives, en palliant les redondances et tout aspect qui risque de nuire à l'intelligibilité des archives. Telles tâches, traditionnellement sous le contrôle de l'archiviste, sont désormais partagées avec des usagers jugés compétents en la matière. Enfin, la large contextualisation de la gestion des archives et du processus de l'archive traduit des rôles partagés dans la valorisation du patrimoine archivistique. Cet élargissement de la contextualisation des archives historiques réside dans le fait que l'archive participative, se basant sur des interactions virtuelles, permet de regrouper plusieurs usagers autour d'un même projet et en partageant des tâches communes. La valorisation des archives par ces usagers se fait en tirant profit du potentiel du web 2.0, c'est-à-dire en faisant

usage des fonctionnalités sociales et interactives pour décrire les archives et en améliorer la qualité. Plus encore, dans ce contexte de description des archives, celles-ci peuvent être enrichies par un ensemble de données contextuelles qui dépassent leur contexte de création original. Grâce à la possibilité de leur agrégation avec d'autres ressources documentaires, les archives acquièrent de nouvelles significations, lesquelles sont tributaires des interprétations que les usagers en font. Cet élargissement de la contextualisation de la gestion des archives améliore ainsi la visibilité de celles-ci en stimulant leur caractère historique, patrimonial, artefactuel ou esthétique.

Face à ces manifestations introduites par le numérique, on parle de l'archive plateforme (*Archives as a platform*) (Lankes s.d. ; [Theimer 2014](#)), puisque les plateformes participatives en ligne constituent un espace de dialogue et de participation entre les usagers et les archivistes. Ces deux acteurs possèdent des traits caractéristiques qui façonnent leur rôle dans cette sphère participative. Il s'avère dès lors nécessaire de s'arrêter sur ces deux catégories d'acteurs afin de cerner leurs besoins et attentes respectifs.

Les acteurs de l'archive participative : les archivistes et les usagers

L'archiviste a toujours joué le rôle de relais entre les usagers et les collections patrimoniales : il assume des activités de diffusion et de valorisation des archives (service de référence, mise en ligne des collections, activités de promotion sur les médias sociaux, expositions, etc.) auprès des usagers. L'archiviste remplit avant tout une finalité sociale : il se doit de faire preuve, à l'instar des autres institutions des galeries, des bibliothèques, des Archives et des musées (GLAM : *Galleries, Libraries, Archives and Museums*) d'un accès équitable à l'offre culturelle. Dans ce contexte, les technologies sont mises à profit dans un objectif d'améliorer l'accès à cette offre culturelle, et ce, par l'entremise de la numérisation et la mise en ligne des collections patrimoniales qui revêtent un intérêt particulier aux usagers desservis. Toutefois, si cette mission « sociale » d'accès aux collections s'avère d'une importance indéniable, la description et la mise en ligne des archives s'avère un travail de longue haleine qui nécessite des compétences, des équipements et des moyens à investir dans l'optique de la démocratisation de l'offre culturelle, chose qui nécessite des collaborateurs qui rejoindront l'archiviste dans l'exercice de cette mission.

Dans ce même contexte de mission sociale, l'archiviste et les GLAM en général se soucient de la question de la représentation économique, culturelle et identitaire de la société à travers le patrimoine culturel. Cela laisse entendre que les archives sont révélatrices non seulement des réalisations de la société au fil du temps, mais aussi des injustices que quelques communautés socioculturelles pourraient subir ([Sheffield 2017](#) ; [Wright De Hernandez 2018](#)). Ces communautés constituent et gèrent, d'une façon autonome et sans avoir recours à l'intervention formelle des archivistes ([Alaoui 2018](#)), leur propre mémoire archivistique qui rend compte des actions et exploits de leurs membres. Leur mémoire gagnerait à faire partie du patrimoine préservé par les Archives, au profit de l'ensemble des citoyens. Ce faisant, l'archiviste doit solliciter la participation de ces communautés

afin de s'engager activement dans l'enrichissement et la valorisation de la mémoire archivistique nationale.

En marge de cette mission sociale de démocratisation de l'offre culturelle et de la quête de la représentativité des communautés socioculturelles à travers les archives, l'archiviste poursuit aussi une finalité *pragmatique*. En raison de la conscience des GLAM de l'importance des compétences numériques des usagers et des contenus qu'ils génèrent dans l'univers virtuel (*user-generated content*), la sollicitation de ces usagers s'avère une avenue intéressante à explorer afin d'aider les archivistes à valoriser, à moindre coût, les collections patrimoniales en les annotant, les décrivant et les transcrivant par l'entremise de plateformes numériques. Il est aussi question d'inviter les usagers à faire des dons des ressources financières, matérielles et techniques nécessaires à la préservation du patrimoine archivistique (Barnes 2019 ; Wood 2019). On assiste ainsi à une multitude de pratiques participatives numériques où les usagers sont amenés à s'impliquer activement afin de s'approprier les archives mises à leur disposition et à améliorer leur qualité.

L'archive participative fait ainsi appel à deux catégories de participants, à savoir les usagers traditionnels des Archives, soit les historiens, les chercheurs, les généalogistes ainsi que les citoyens amateurs, et les communautés culturelles reflétant les différentes identités existant dans la société. Une telle segmentation des participants se base essentiellement sur l'intérêt qu'ils portent sur les archives. Si le premier segment des participants concerne en premier chef les usagers qui s'intéressent aux archives à des fins de recherche, d'information générale ou encore de loisir, le second segment entretient des relations d'appartenance et de patrimonialisation envers les archives. Il manifeste un intérêt plus particulier envers ces dernières, puisqu'elles révèlent ses traits identitaires. Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que, dans la littérature, la production et le financement participatifs interpellent un segment plus large des usagers, comme l'indique clairement le terme en anglais (*crowd*), par opposition aux manifestations de l'archive communautaire participative qui impliquent en principe une cible plus particulière partageant des intérêts communs. Comment se manifeste donc l'implication active de ces différents usagers dans le contexte de l'archive participative ?

Manifestations de l'archive participative : la production participative, le financement participatif et l'archive communautaire participative

Plusieurs manifestations de l'archive participative ont vu le jour, en tirant parti du potentiel du web 2.0 (voir [figure 1](#)). Il s'agit de la production participative (*crowdsourcing*) qui interpelle les usagers afin de mobiliser leurs compétences numériques et leur capital intellectuel dans la valorisation des collections archivistiques mises en ligne. Il est aussi question des pratiques de financement participatif (*crowdfunding*), se basant sur les dons des ressources financières et matérielles pour la préservation du patrimoine archivistique. Enfin, l'*archive communautaire participative* (*participatory community archives*) est l'exemple de la pratique qui implique des communautés particulières qui entretiennent des liens uniques avec les archives, notamment en raison de l'appartenance identitaire.

Nous tâcherons de les présenter à travers les lignes subséquentes, en les illustrant par des exemples tirés des contextes canadien et québécois.

La production participative et les archives : l'indexation sociale, l'annotation, la transcription et la numérisation des archives

Le concept de la production participative (*crowdsourcing*) désigne la participation volontaire et engagée des usagers qui jouissent des aptitudes et compétences nécessaires à l'exécution d'une tâche donnée. Un tel concept fut popularisé grâce à [Jeff Howe \(2006\)](#) qui le définissait dans le magazine *Wired* comme « the act of taking a job traditionally performed by a designated agent (usually an employee) and outsourcing it to an undefined, generally large group of people in the form of an open call » ([Howe 2006](#)). Cette définition laisse entendre que la production participative repose sur un acte de délégation d'une tâche d'un expert à un large groupe de personnes qui possèdent les habiletés nécessaires, afin de minimiser les coûts liés à la réalisation de la tâche, et ce, en mobilisant des fonctionnalités interactives offertes par le web 2.0. À ce sujet, [Eveleigh \(2015\)](#) souligne que

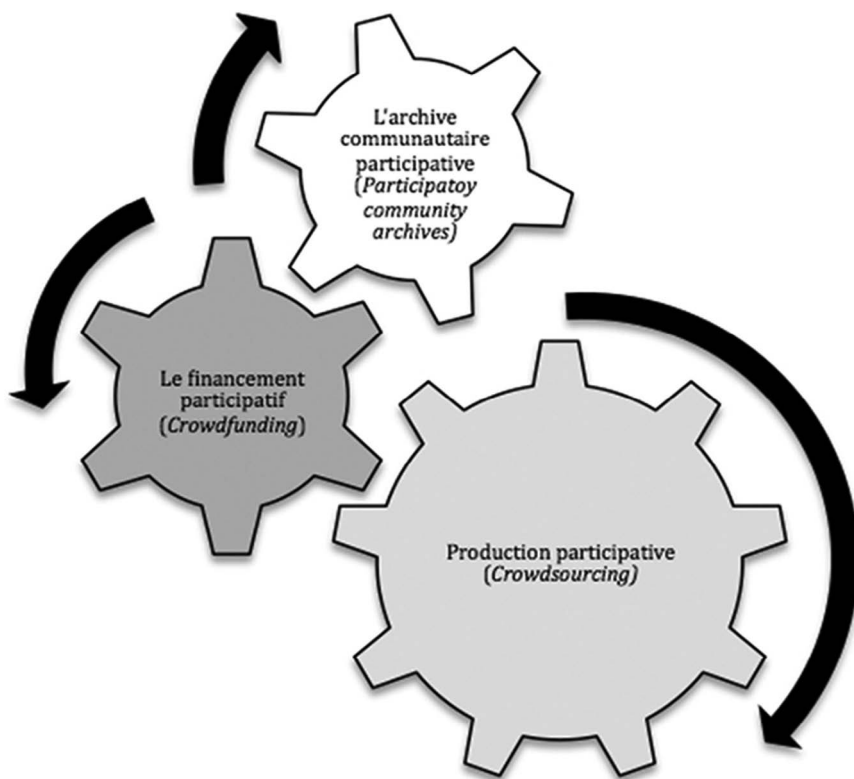


Figure 1. Les formes de l'archive participative

la production participative dans le contexte des archives n'a pas nécessairement émergé avec l'avènement des technologies du web 2.0, puisque les Archives ont une longue tradition de collaboration avec leurs usagers amateurs, et qu'elles ont d'ores et déjà entrepris des projets sollicitant la participation des usagers aux projets de valorisation des archives (sollicitation des bénévoles pour la numérisation des archives dans des locaux, appel aux chercheurs pour la traduction de quelques manuscrits, etc.). Le web 2.0 ne fait que renforcer des pratiques participatives et élargir leur portée pour interpeller des segments plus larges des usagers et stimuler leur engagement social dans la valorisation du patrimoine archivistique. Il constitue plus spécifiquement un moyen pour joindre des usagers géographiquement dispersés et les réunir autour d'un ou de plusieurs projets de valorisation des archives. Ce faisant, la production participative dans le contexte des archives prend plusieurs formes, selon l'aspect archivistique à valoriser. Il peut s'agir de l'indexation sociale ou de l'annotation des archives, de leur transcription ou encore de leur numérisation.

L'indexation sociale et l'annotation des archives (*social tagging and commenting*)

L'indexation sociale consiste à décrire les archives mises en ligne par le biais d'étiquettes (*tags*). Telle description a pour finalité de valoriser les propriétés de ces archives, telles que leur portée, leur contexte de création, leurs indicateurs géographiques et repères historiques ou encore leur importance historique ou artistique (par exemple, les dimensions esthétiques issues de la matérialité des archives). Les étiquettes sociales ne sont pas assujetties à un formatage normalisé : les usagers peuvent créer des étiquettes qui, selon eux, semblent représenter le contenu de la ressource archivistique décrite. Cette pratique s'inspire des *folksonomies*, ces formes d'indexation sociale représentées par des descripteurs dans des formes non contrôlées, s'opposant ainsi aux thésaurus. L'indexation sociale s'inscrit dans une perspective misant sur l'amélioration de la découvrabilité des archives et à l'accroissement de leur visibilité dans l'univers archivistique numérique. D'une manière générale, l'indexation sociale des archives mises en ligne est souvent amalgamée avec leur annotation par des commentaires personnels (Jansson et Huvila 2019). Cependant, si la première consiste à associer des mots clés aux archives, l'annotation est une production du texte libre décrivant celles-ci, et à partir duquel des étiquettes peuvent être extraites. Dans ces deux types de processus participatifs, les usagers sont appelés non seulement à mobiliser leurs compétences numériques, mais aussi à avoir recours à leur mémoire personnelle, par exemple les connaissances historiques, géographiques, artistiques, etc. Cela confère la possibilité à plusieurs usagers pour participer à cette description : les chercheurs, les historiens, les généalogistes, les artistes, les journalistes, les citoyens amateurs, etc. Chacun mobilise ses propres conceptions pour la contextualisation des archives, par l'ajout des métadonnées de description du contexte historique, géographique et de création plus pertinentes.

Cette pratique participative redéfinit le processus de la description des archives. La vision archivistique traditionnelle présuppose que l'archiviste se

conforme au principe du respect des fonds (Duchain 1977) et se renseigne sur les activités du producteur pour aboutir à une description fidèle des archives. Aussi, la pratique archivistique reconnaît la description des archives en fonction des niveaux (fonds, sous fonds, séries, sous-séries, dossiers, pièces, etc.), comme le préconise d'ailleurs la *Norme générale et internationale de la description archivistique* (ISAD-G, International Standard of Archival Description—General) et les *Règles de description des documents d'archives* (RDDA). Si la description au niveau de la série s'avère la plus courante, cela se justifie par le fait qu'un tel niveau offre suffisamment d'informations contextuelles sur le contexte de création des documents d'archives, conformément aux liens organiques que les archives entretiennent entre elles. Or, le contexte participatif change la donne : les archives peuvent être mises en ligne d'une façon individuelle, indépendante. Cette notion de lien organique tend ainsi à disparaître au profit d'agréments multiples des ressources archivistiques dans l'univers numérique. Si l'absence des liens organiques risque de limiter l'intelligibilité des archives, les usagers, grâce à la possibilité d'agrégation de ces archives à d'autres sources documentaires (archives, documents, etc.), les documents d'archives jouiront d'une nouvelle signification. C'est ce qui justifie le principe de l'élargissement de la contextualisation de la gestion des archives, avancé par Huvila (2008).

Les manifestations de l'indexation sociale et de l'annotation des archives sont multiples. Il pourrait être question de la description d'une photo prise dans un milieu naturel, comme il pourrait s'agir d'une capture d'un événement historique marquant la vie d'une nation ou d'une communauté. Au Québec, les deux événements populaires organisés par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), à savoir *Mardi, c'est Wiki*¹ à Montréal et *Jeudi, c'est Wiki*² à Québec rendent bien compte de ces formes de l'archive participative. En outre, plusieurs projets lancés par les différents centres d'archives de BANQ à travers la province du Québec témoignent de la popularité de la pratique d'indexation sociale et d'annotation des archives par les usagers. À ce sujet, l'article de Denis Boudreau et de ses collaborateurs, publié en 2016 dans la revue *Archives*, détaille davantage ces projets participatifs chapeautés par BANQ en collaboration avec Wikipédia, et ce, de leur amorce à leur exécution. William Yoakim (2019) fait aussi état, dans son article paru dans la même revue, de ces mêmes projets, en se focalisant surtout sur l'aspect « diffusion » des archives et des stratégies à déployer par les GLAM en amont de tels projets. Bégin et coll. (2019) conduisent actuellement un projet d'expérimentation d'une plateforme numérique d'archive participative nommée « le Chronoscope »³, en collaboration avec BANQ Vieux-Montréal, la ville de Québec et la ville de Gatineau. Il consiste à mettre en ligne des archives représentant un intérêt pour la population québécoise. Les usagers sont invités à les décrire moyennant la sélection des tags appropriés afin d'en améliorer la découvrabilité. Similairement, on pense à l'initiative du musée McCord « Sensibilités partagées ou comment rendre compte des sentiments qui se cachent dans les documents d'archives » misant sur l'amélioration de la repérabilité des archives textuelles du musée, notamment en les indexant et les décrivant. L'une des particularités d'une telle initiative réside dans le fait qu'elle a

permis de représenter, sous forme de mots clés, les émotions que les archives peuvent susciter chez les usagers. Dans le contexte canadien, on fait mention du projet *Co-Lab* lancé par Bibliothèque et Archives Canada (BAC) et invitant les usagers à étiqueter, à décrire et à indexer plus de 2000 documents d'archives, incluant des photographies, des journaux intimes, des lettres d'amour et des journaux de guerre. BAC, lors de son initiative de production collaborative, a tenté de diversifier les défis afin de répondre aux attentes des différents usagers. Elle a mis à la disposition de son public une large variété des archives, une stratégie qui permet à chaque usager d'effectuer des choix des archives qu'il désire décrire, indexer ou étiqueter. *Co-Lab* a connu un énorme succès, grâce à l'engagement des usagers et à la large variété de collections archivistiques mises en ligne.

L'indexation sociale et l'annotation des archives constituent une manifestation de la production participative qui se focalise sur l'aspect *artéfactuel* des documents d'archives. En s'intéressant à la question de la découvrabilité des archives, ces pratiques incitent les usagers à valoriser les propriétés matérielles du patrimoine archivistique mis en ligne, et ce, en y ajoutant des repères contextuels (géolocalisation, repères temporels, etc.), comme le démontrent clairement les projets de BANQ et de BAC. Il est aussi question de la valorisation de la dimension *émotive* que les archives peuvent revêtir en provoquant des sentiments chez les usagers, comme le démontre clairement le projet du musée McCord à Montréal. Cependant, si l'indexation sociale et l'annotation offrent aux usagers la possibilité de participer à la description archivistique, elles ne garantissent pas en elles-mêmes l'exploitabilité des archives. Ces dernières, en plus d'être découvrables, se doivent d'être facilement lisibles par les usagers. Cela ne va cependant pas de soi, puisqu'une partie des archives numérisées comprend d'anciens manuscrits, dont la lisibilité pourrait s'avérer limitée. Il est dès lors essentiel de veiller à l'évaluation de la qualité des archives numérisées, ce qui nous amène à aborder une seconde forme d'archive participative, soit la transcription.

La transcription des archives

La transcription des archives consiste à inviter les usagers à saisir le contenu d'un manuscrit, en corriger la lisibilité (écriture), ou encore à signaler et corriger les fautes d'orthographe ou de grammaire (correction linguistique). Elle possède certes une dimension curative misant sur l'amélioration de la qualité des archives en termes d'intelligibilité. Ce faisant, la transcription se distingue de l'indexation sociale par son caractère plus ou moins orienté. Elle peut aussi inclure l'exercice de la traduction du contenu des archives d'une langue vers une autre. L'idée est d'augmenter la visibilité internationale des archives et leur accessibilité linguistique pour un maximum d'usagers, en réduisant ainsi les barrières linguistiques.

Les exemples des pratiques de la transcription des archives sont divers. Il peut s'agir, en guise d'exemple, de la correction de la morphologie des noms historiques, que ce soit des personnes, des événements ou des fameux lieux ayant marqué l'histoire humaine au fil du temps. Il ne s'agit pas de commenter les archives en question, mais plutôt de *transcrire ce que l'on voit* tout en demeurant objectif. La pratique de la transcription des archives obéit, à la différence de

l'indexation sociale, à des règles bien précises. Par exemple, dans le contexte québécois, on évoque le projet de BAnQ Trois-Rivières qui invite les usagers à transcrire un manuscrit datant de 1953, appartenant au fonds de la famille Dujay-Nogentel⁴ et qui est rendu disponible sur Wikisource. Similairement, dans le contexte canadien, on mentionne encore une fois le projet *Co-Lab* chapeauté par BAC et qui invite les usagers non seulement à indexer et à annoter les archives, mais aussi à transcrire les manuscrits (par exemple les anciennes lettres) en vue d'en améliorer la lisibilité. À ce sujet, BAC a établi une liste des règles auxquelles les usagers doivent souscrire, afin de faciliter l'harmonisation des extraits archivistiques générés dans le cadre de la transcription participative des archives mises en ligne⁵. On retient, entre autres, la nécessité de mettre entre crochets [[?]] les mots dont on n'est pas sûr de la morphologie, ou encore le fait de se limiter à la transcription des caractères vus sur le document d'archives seulement, sans y ajouter une mise en forme personnelle, etc.

La transcription se veut une pratique plus encadrée de l'archive participative. Elle sollicite des compétences plus avancées que celles recherchées par l'indexation sociale et l'annotation des archives. Afin de pouvoir transcrire des archives, les usagers doivent jouir des compétences linguistiques et paléographiques qui leur permettent de lire et de transcrire les anciens manuscrits, voire de les traduire en d'autres langues dans une optique d'internationalisation d'accès aux archives. Il est cependant important de souligner qu'il peut arriver parfois que la transcription des manuscrits ne soit pas possible en raison de leur qualité, ce qui contraint les GLAM à reconduire le processus de numérisation de ces manuscrits, si elles les possèdent encore. Dans ce cas, la numérisation et la mise en ligne des archives par les usagers s'avèrent intéressantes pour apporter à ces institutions le soutien nécessaire à la valorisation de leurs collections patrimoniales.

La numérisation « participative » des archives

La numérisation participative des archives par les usagers s'inscrit dans la continuité des préoccupations liées à la valorisation du patrimoine archivistique. Les usagers sont invités à y participer tant pour améliorer l'accessibilité des archives que pour l'ajustement de leur qualité en ce qui concerne leur lisibilité. Durant de tels projets, les participants se doivent de se soucier de la qualité de la numérisation et de la reconnaissance optique des caractères. Ils sont plus précisément amenés à évaluer la lisibilité des archives numérisées par rapport à la version analogique. Aussi, ils ont la responsabilité de faire le choix de bons formats technologiques qui assurent la préservation fidèle des archives numérisées (formats PNG, JIFF, JPEG et TIFF pour les images par exemple). Dans la plupart des cas, ce sont les institutions culturelles qui détiennent les archives à numériser et à mettre en ligne, mais il est aussi probable que certains historiens ou généalogistes participent à l'enrichissement de ces archives par la numérisation de leurs propres manuscrits ou ceux détenus par une unité de recherche ou une institution à laquelle ils sont rattachés. On est ainsi devant une dynamique où les participants sont à la fois des producteurs et des consommateurs des archives.

Dans le contexte québécois et en prenant BANQ comme exemple, il ressort à l'issue du survol des projets participatifs écoulés et en cours que c'est l'institution qui s'occupe de la numérisation des archives et que la communauté des usagers est invitée à les réutiliser et à les valoriser. On souligne toutefois la portée du projet *Marcil* dirigé par l'équipe de BANQ à Gatineau⁶, et qui invite les étudiants à numériser les fichiers provenant du fonds d'archives Marcil, avant de les réutiliser d'une manière pertinente dans des articles de l'encyclopédie Wikipédia. Dans le contexte canadien, on mentionne le projet *Numéri-Lab* conduit par BAC et qui confère aux usagers plus de légitimité pour choisir et prioriser les archives qu'ils numériseront ensuite à l'aide d'appareils appropriés. La finalité ultime de ces projets est d'améliorer la lisibilité et l'accessibilité des archives en les numérisant et de garder intact leur support matériel original, lequel revêt en lui-même une valeur historique ou patrimoniale. La numérisation des archives élargit dès lors la sphère de leur exploitation pour divers usagers qui peuvent se les approprier en fonction de leurs propres intérêts.

Ces formes de production participative archivistique misent sur la valorisation des différents aspects des archives et varient certes en fonction de la finalité recherchée (par exemple la découvrabilité, la lisibilité, l'accessibilité, etc.). Elles convergent toutefois vers un point commun : celui de la mise en valeur des archives en tant qu'objets matériels qui possèdent une dimension artéfactuelle, historique ou patrimoniale singulière (voir [figure 2](#)).

Néanmoins, l'archive participative ne se limite pas à ces pratiques de valorisation des archives. Elle s'étend aussi pour conférer à ces usagers une place dans la conduite des activités des institutions archivistiques. Un moyen pour le faire est de participer au financement de ces activités, lesquelles misent sur l'accroissement des ressources de ces institutions, notamment au regard de la gestion, de la valorisation et de la préservation du patrimoine archivistique.

Le financement participatif (*crowdfunding*)

Cette forme participative reflète la seconde dimension de l'archive participative. Alors que l'indexation sociale, l'annotation des archives, leur transcription et leur numérisation sollicitent en premier chef les compétences intellectuelles et numériques des usagers, les projets de financement participatif ou le sociofinancement (*crowdfunding*) font plutôt appel au capital financier de ces usagers ([Magee 2019](#)). D'autres dépassent cette notion de philanthropie pour solliciter l'aide des usagers pour la fourniture du matériel technique nécessaire à la conduite des activités des institutions archivistiques ([Alagna 2019](#)). En effet, les GLAM disposent en principe d'un budget limité pour mener à bien leurs missions, notamment dans le contexte actuel de transformation numérique qui commande une infrastructure performante pour faire face à l'obsolescence des supports numériques et leur instabilité.

Les projets de financement participatif sont souvent conduits dans le cadre des campagnes sur les médias sociaux ([Barnes 2019](#) ; [Wood 2019](#)). Ces derniers sont connus pour leur potentiel de rejoindre une population diversifiée et géographiquement dispersée, qui est apte à participer à ces campagnes par la

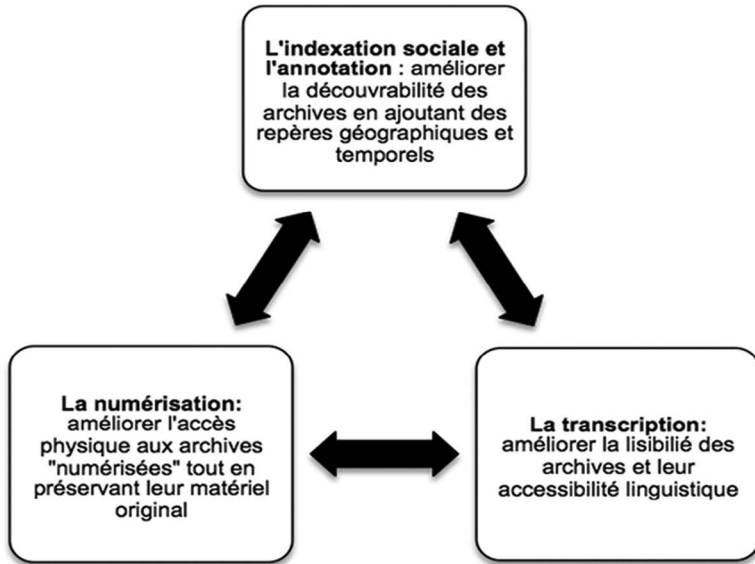


Figure 2. Les différentes formes de la production participative dans le contexte des archives

fourniture des montants monétaires modestes, ou encore par la fourniture du matériel technique sollicité par l'institution des archives. Il est aussi légitime de se servir des plateformes particulièrement dédiées à cette fin, par exemple *Hari-cot*⁷ au Québec et *Indiegogo*⁸ au Canada. Comme exemples de ces campagnes, on mentionne celle menée en 2018 par l'Association des Archives de l'Ontario⁹ qui sollicite la participation des usagers à financer la production d'un livre dédié à l'histoire de l'association, à l'occasion de son 25^e anniversaire et qui a été plus tard publié sous le titre *In Pursuit of the Archival Endeavour : the Story of the Archives Association of Ontario*. La campagne fut un énorme succès et le livre a été publié comme prévu, grâce à l'engagement des usagers. On souligne également que, dans le cadre de la *Stratégie canadienne de numérisation du patrimoine documentaire*¹⁰, BAC compte lancer des plans de sociofinancement afin de solliciter l'aide des usagers à numériser les archives et les collections documentaires de l'institution. Au Québec, de telles campagnes ne sont pas encore populaires dans le contexte des Archives, contrairement au milieu des bibliothèques où elles connaissent un grand essor, comme c'est le cas pour la campagne de sociofinancement pour la construction de la Bibliothèque Lucy-Faris à Gatineau¹¹.

Les manifestations de l'archive participative sont multiples et reflètent une implication plus active de l'utilisateur dans la description et la valorisation du patrimoine archivistique par l'entremise des plateformes intégrant des fonctionnalités du web 2.0. S'adressant à un segment plus large et hétérogène des usagers, elle mobilise trois aspects clés : (1) les compétences (numériques, intellectuelles et

linguistiques) ; (2) le capital social ; et (3) les ressources financières (et/ou matérielles). Dans le cadre de telles pratiques, l'utilisateur a le choix de s'impliquer dans la forme participative qui l'intéresse et qui correspond à ses propres attentes. Cependant, si la production participative et le sociofinancement s'adressent à un large public, il n'en demeure pas moins que certaines pratiques participatives visent en premier chef des communautés plus restreintes partageant des traits et intérêts communs. Il est question de l'archive participative communautaire revêtant des particularités qui seront discutées à travers les lignes subséquentes.

L'archive communautaire participative (*participatory community archives*)

L'archive communautaire (*community archives*) est une pratique archivistique marquée par une grande autonomie (Alaoui 2018). Elle représente l'ensemble des pratiques de création, de gestion et de constitution de la mémoire archivistique d'une communauté ou d'un groupe social qui partagent des intérêts communs, par exemple les traits culturels ou ethniques. La constitution de la mémoire de ces communautés socioculturelles se réalise par ces membres mêmes, et ce, sans avoir recours à l'intervention formelle des archivistes (Alaoui 2018 ; Hurley 2016 ; Sheffield 2017). L'archive communautaire se révèle l'une des manifestations les plus marquantes du postmodernisme. Terry Cook (2013) souligne, dans son interprétation du postmodernisme sous le prisme du modèle du *Records Continuum*, la participation des communautés à la construction de leur propre mémoire constitue le paradigme actuel, voire futur, de l'archivistique. En effet, rappelons-le, la finalité ultime du dispositif de l'archive consistait à prouver les actions des producteurs dans un objectif d'exercice de pouvoir. Avec les mutations socioculturelles, un intérêt plus particulier a été démontré au regard de la représentativité des identités culturelles au travers des archives. Cette représentativité ne pourrait, selon Cook, être renforcée que par l'implication active des communautés concernées par ces archives. Il n'est dès lors pas étonnant de constater que la question de *l'appartenance identitaire et culturelle* soit au cœur des pratiques de l'archive communautaire. Dans le contexte canadien, on évoque l'exemple de *The ArQuives* (Canada's LGBTQ archives), situé à Toronto, qui était anciennement connu sous le nom de « the Canadian Lesbian and Gay archives ». Il mise sur la valorisation du patrimoine documentaire bâti par les communautés LGBT pour garder leurs histoires en vie, dont en témoigne d'ailleurs le slogan avancé par ce mouvement « *Keeping our stories alive* »¹². Similairement, au Québec, on cite l'exemple des *Archives gaies du Québec*¹³ qui misent sur la constitution et la valorisation des archives reflétant les activités des communautés LGBT du Québec.

Par ailleurs, BAC s'est d'ores et déjà engagée dans la constitution et de la préservation des archives relatives aux Premières Nations, aux Inuits et à la Nation métisse du Canada. Elle a déployé diverses initiatives pour la valorisation du patrimoine documentaire autochtone¹⁴. Toutefois, si ces préoccupations identitaires constituent des priorités actuelles des GLAM, il est nécessaire d'interpeller ces communautés à s'engager dans l'enrichissement et la valorisation du patrimoine documentaire, notamment en mobilisant les technologies du web

2.0. Dans cette veine, le web 2.0 apporte un nouveau souffle à la pratique de l'archive communautaire en lui offrant une touche encore plus participative. On parle dès lors de l'archive communautaire participative, « *participatory community archives* », où la question de l'appartenance culturelle et identitaire occupe une place centrale. Le projet « un visage, un nom »¹⁵, réalisé par BAC, consiste à inviter les différents peuples autochtones au Canada à participer activement à la description et à la valorisation du patrimoine archivistique des Premières Nations. Il est plus précisément question de la description de la vaste collection des photographies liées aux communautés des Inuits, des Premières Nations et de la Nation métisse. La description est basée sur l'identification des noms des personnes et des lieux ainsi que des événements ayant eu lieu au sein de ces communautés. Elle est aussi fondée sur la mobilisation des récits historiques et légendaires partagés par les membres de ces communautés. La sollicitation de l'implication de ces communautés se justifie par le fait qu'elles sont les mieux placées pour décrire et valoriser leurs propres archives. En effet, comme [Wright De Hernandez \(2018\)](#) le souligne avec raison, le transfert des archives des communautés vers les GLAM peut engendrer des biais qui nuisent à leur qualité et leur interprétation. Ce faisant, l'archive communautaire participative s'avère une excellente pratique qui fait en sorte que ce biais soit minimisé, et ce, grâce à la participation des communautés en question à la description des archives en évoquant leur passé vécu et en mobilisant les liens identitaires qu'ils entretiennent avec leurs communautés.

L'archive communautaire participative sollicite, comme le montre d'ailleurs le tableau 1, un nombre plus restreint des participants, ce qui la distingue de la production participative qui cible un segment plus large d'utilisateurs :

Il ressort de ce bref exposé que les manifestations de l'archive participative sont multiples et prônent une participation plus active de l'utilisateur dans la description et la valorisation du patrimoine archivistique par l'entremise des plateformes intégrant des fonctionnalités du web 2.0. Ne prétendant pas l'exhaustivité, notre objectif était de mettre l'accent sur les exigences numériques et les aspects socioculturels entourant les interventions des utilisateurs dans ces activités participatives. Comment donc réussir à stimuler l'engagement des utilisateurs dans de tels projets ? Telle est la vraie question.

L'engagement des utilisateurs dans le contexte de l'archive participative

Les projets de l'archive participative sont animés par et pour les utilisateurs : ceux-ci, à la fois consommateurs et producteurs, participent à la génération des contenus améliorant la qualité des archives et leur visibilité. Si les différentes formes de l'archive participative ont d'ores et déjà gagné une popularité non négligeable sur la scène numérique, on s'interroge sur les stratégies à déployer pour la stimulation de l'engagement à long terme des utilisateurs dans les activités mises en place. Qu'il s'agisse des projets de production participative, de sociofinancement ou de l'archive communautaire participative, la question d'engagement à long terme des utilisateurs semble être l'une des préoccupations actuelles des chercheurs ([Benoit et Eveleigh 2019](#) ; [Iacovino 2012](#) ; [Wright De Hernandez 2018](#)). En effet, ces

Tableau 1 Différences entre la production participative et l'archive communautaire participative

Forme de participation archivistique	Production participative (crowdsourcing)	Archive communautaire participative (participatory community archives)
Caractéristiques des participants	= Segment large des participants = Participants à profils hétérogènes (historiens, généalogistes, chercheurs, artistes, citoyens-amateurs, etc.)	= Segment limité des participants = Participants à profils homogènes (intérêts, appartenance culturelle ou identitaire communs)
Principes	= Fait appel aux compétences numériques, intellectuelles et linguistiques = Le participant fait le choix des archives/projets en fonction de ses intérêts (information générale, loisirs, etc.) = L'emphase est au niveau individuel, bien que le participant puisse s'impliquer dans un groupe	= Fait appel aux compétences numériques, intellectuelles et surtout les expériences vécues dans le passé = Le sentiment d'appartenance culturelle ou identitaire est mis de l'avant = L'emphase est surtout mise sur la communauté (niveau collectif)

projets requièrent des investissements de temps et de ressources et par conséquent, pourvu qu'ils soient rentables à long terme, des mécanismes de fidélisation des participants doivent être mis en place. L'engagement de ces derniers commande davantage d'orientation vers leurs besoins, comme le stipule [Huvila \(2008\)](#) dans ses principes de l'archive participative. Il faut dès lors songer aux stratégies qui rejoignent (1) les intérêts des usagers, (2) leur capital social ainsi que (3) leurs compétences numériques et archivistiques.

Les intérêts des usagers

Un premier aspect à considérer afin de stimuler l'engagement des usagers dans les projets participatifs est de se soucier de la portée des archives mises en ligne. La familiarisation des usagers avec la thématique historique, ou encore artistique, des archives constitue un point de stimulation de leur intérêt de participer à leur valorisation. Cela étant dit, il est fort probable que les anciens manuscrits intéressent les historiens, les généalogistes et les artistes plutôt que les journalistes, ces acteurs branchés sur l'actualité. Les participants, nous l'avons dit, possèdent des profils hétérogènes, ce qui laisse entendre que leurs attentes seront, elles aussi, variables. Afin de stimuler l'engagement à long terme de ces usagers, leurs besoins et leurs champs d'intérêt gagneraient à être étudiés et assimilés. Des sondages périodiques, par l'entremise des réseaux sociaux ou sur le site web institutionnel des GLAM, constituent un excellent moyen pour étudier les besoins des différentes clientèles des Archives, et ce, dans un objectif d'établir ou d'ajuster l'étendue des archives à mettre en ligne et qui feront l'objet des projets participatifs. Ainsi, plus les archives mises en ligne s'alignent avec les préférences

respectives des participants, plus la valeur ajoutée de ceux-ci sera importante dans le cadre de l'archive participative. Plus précisément, l'organisation des projets participatifs autour des thématiques, de périodes historiques, de régions géographiques ou encore de personnalités connues s'avère une excellente avenue à explorer afin que tout participant puisse avoir le choix de s'engager et s'investir à fond dans le cadre des projets qui lui semblent les plus intéressants. La réalisation des suivis tout au long des projets et des audits à leur issue offrira aux GLAM la possibilité d'identifier les axes prioritaires pour les projets participatifs qui semblent attirer plus de « clientèles ». Néanmoins, dans la diversité des projets où les usagers sont impliqués, un climat social favorisant la participation doit exister. Le *capital social* joue un rôle critique dans ce contexte, et il doit correspondre, dans la mesure du possible, aux attentes des participants, peu importe leur profil sociodémographique ou leur niveau de compétences.

Le capital social

Les pratiques de l'archive participative s'inscrivent dans le contexte de la science citoyenne, et ce, dans le sens où les citoyens usagers mobilisent — nous l'avons dit — leurs compétences numériques et intellectuelles dans leurs contributions. Si le bénévolat ne commande pas de contrepartie monétaire, il convient toutefois de mettre l'accent sur les récompenses non matérielles, soit celles d'ordre moral et social. L'être humain est, par sa nature, un être social qui a besoin de tisser des liens avec des groupes sociaux et d'y être reconnu. Il ne faut dès lors pas nier que l'autoaccomplissement constitue un besoin social à satisfaire, si l'on se réfère à la hiérarchie des besoins de Maslow (1943). Le modèle de Maslow a été mobilisé, depuis longtemps, par les chercheurs en sciences de gestion afin d'étudier les facteurs de motivation des employés d'une organisation à exécuter une tâche. Par transposition dans le monde de l'archive participative, un contributeur à un projet participatif quelconque devrait bénéficier d'une reconnaissance sociale si son travail est jugé de haute qualité. L'idée est de souligner sa contribution par des récompenses symboliques qui serviront de stratégie non seulement pour gagner l'engagement de cet usager à long terme, mais aussi pour que celui-ci serve d'exemple pour ses pairs. Ces reconnaissances peuvent prendre diverses formes. Il peut être question des publications sur les médias sociaux de l'institution culturelle, soulignant les résultats d'un projet participatif. Les médias sociaux sont connus, dans l'univers culturel comme dans plusieurs autres secteurs d'activité, pour leur fort potentiel d'informer les citoyens et de valoriser les activités menées par ces institutions. Aussi, l'information se propage en allant au-delà des frontières de la communauté concernée, ce qui les rend un moyen incontournable de promotion de la visibilité sociale. Cela constitue non seulement une forme de récompense sociale pour la personne concernée, mais aussi une source de motivation et d'épanouissement pour la communauté d'usagers dans son ensemble.

Par ailleurs, il faut tenir en compte le fait que les projets participatifs reposent sur la participation *volontaire* des usagers. Cela laisse entendre que ceux-ci ne doivent pas se sentir « forcés » ou contraints à exécuter des tâches

particulières, mais qu'ils doivent plutôt la réaliser dans une perspective de loisirs. Un moyen pour offrir aux usagers et aux communautés des conditions sociales appropriées à la participation est de mobiliser des stratégies de *gamification*, lesquelles instaurent des aspects ludiques dans ces projets afin de motiver les usagers et stimuler leur intérêt. À ce sujet, [Duff et Haskel \(2015\)](#) soulignent que la mobilisation des techniques de *gamification* dans le cadre des projets de production participative, par exemple, en ajoutant des questions telles que « Quand est-ce que la photographie a été prise ? », encourage les participants puisque de telles techniques sollicitent, dans une formule très simple, conviviale et interactive, les connaissances de ces usagers.

Le capital social est dès lors un facteur important à considérer lorsqu'il s'agit de penser les stratégies d'engagement des usagers dans un contexte participatif, puisque l'être humain a constamment besoin d'être reconnu par ses pairs et d'interagir avec les membres de la communauté dans laquelle il évolue. Cependant, la question dont il importe de se soucier le plus est celle des compétences numériques et intellectuelles des usagers. Les contenus générés par ces derniers dans le cadre de leur participation aux activités de valorisation des archives doivent être minimalement conformes à des exigences de pertinence et de qualité, et ce, à la lumière des « bonnes pratiques » reconnues en archivistique. Or, il est faux de tenir pour acquis que ces contenus générés obéissent systématiquement aux normes établies, du moment que les *folksonomies* et les différents contenus générés par les usagers en exploitant les technologies du type web 2.0 ne souscrivent pas à des règles strictement formelles (à l'exception des nétiquettes). Plus encore, les usagers n'ont pas nécessairement un niveau égal des compétences numériques requises dans le cadre des projets participatifs, raison pour laquelle les extrants archivistiques seront d'une qualité très variable.

Les compétences des usagers

Bien que les projets de l'archive participative préfigurent de nouvelles formes de participation fondées sur la logique du web 2.0 et, d'une manière plus large, sur la philosophie de la démocratisation du savoir, la question des compétences numériques des usagers est un aspect qui envahit le discours sur l'archive participative ([Alaoui 2018](#) ; [Benoit et Eveleigh 2019](#) ; [Boudreau, Daveau, et Giuliano 2016](#) ; [Eveleigh 2017](#) ; [Huvila 2008](#)). Il suffit de penser aux principes de la description des archives, à l'assimilation de la logique du fonctionnement des plateformes, etc. Si on considère l'exemple des projets de Wikimedia, il est nécessaire pour les contributeurs de connaître minimalement les règles de jeu, soit celles régissant l'édition, la description et le partage des ressources archivistiques. Pour la description des archives, la connaissance de la notion du contexte de création des archives et ses applications numériques (par le biais des métadonnées) est recommandée. En ce qui concerne la transcription, les compétences linguistiques sont requises, notamment lorsqu'il est question de la traduction vers d'autres langues dans un objectif d'internationalisation de l'accès aux archives. Il en va de même pour le processus de la numérisation des archives : la connaissance des bonnes pratiques de numérisation et des critères de la qualité de numérisation (par exemple

le jugement sur la lisibilité, les principes de la reconnaissance optique des caractères, etc.), l'utilisation de bons formats pour les documents photographiques, etc. En outre, les archives numérisées et mises en ligne doivent être nommées en fonction des conventions de nommage reconnues pour en garantir l'intelligibilité et le bon repérage.

Toutefois, une chose est certaine : les contributeurs aux projets participatifs ne jouissent pas d'un niveau de compétences égal. On pense par exemple à ces catégories d'utilisateurs qui sont beaucoup plus actifs que les autres, faisant ainsi figure de super-utilisateurs ou d'utilisateurs pionniers (Hillairet 2012 ; Lilien et coll. 2002). À ce sujet, les résultats préliminaires du projet de recherche sur la plateforme participative Chronoscope confirment bel et bien la présence de ces super-utilisateurs dans le contexte des projets de l'archive participative au Québec (Bégin et coll. 2019). Cette situation pourrait aller à l'encontre des effets recherchés par les projets : alors que ces derniers misent sur l'offre d'une expérience égale à tous les usagers pour participer à la valorisation « démocratique » du patrimoine archivistique, la question de culture numérique et de présence des super-utilisateurs peut engendrer des manifestations d'exclusion numérique qu'il importe de pallier par des mesures appropriées. Quelles sont donc les stratégies à déployer dans ce contexte ?

La sollicitation de la collaboration des super-utilisateurs semble être une bonne piste à considérer. Il pourrait être légitime pour ces usagers de mobiliser leurs compétences numériques pour veiller au développement des aptitudes des autres usagers « ordinaires », afin de réduire le fossé numérique et les inégalités pouvant être constatées en ce qui concerne les opportunités de participation. Les super-utilisateurs, avant de devenir ainsi, étaient, à la base, considérés au même titre que les autres usagers des projets participatifs. Grâce à leur contribution active, ils ont pu acquérir ce statut de super-utilisateurs, forts de leur maîtrise du principe du fonctionnement participatif et de leur engagement. Ils seront donc appelés à concevoir des capsules vidéo démonstratives de toutes les facettes possibles touchant le fonctionnement de la plateforme et du projet participatif, de façon à ce qu'elle permette de développer chez les usagers les aptitudes recherchées. En effet, les capsules mises en ligne par les spécialistes ne sont pas toujours adaptées au niveau de compétences de chaque usager : le recours aux super-utilisateurs leur permet de mieux cerner la conception de la capsule du point de vue très proche d'un usager ordinaire. Nous pensons que ces super-utilisateurs sont les mieux placés pour répondre à ce besoin et stimuler l'engagement des usagers en améliorant les aptitudes recherchées. Les capsules démonstratives conçues constituent non seulement un outil de transfert des connaissances, mais aussi un mécanisme stimulant la reconnaissance sociale de l'ensemble des usagers de la communauté concernée.

Un second rôle joué par ces super-utilisateurs réside dans le fait qu'ils permettent de faciliter la tâche pour les usagers ayant des compétences numériques et informationnelles de base. La plateforme participative Chronoscope illustre parfaitement ce point : pour l'attribution des étiquettes aux archives mises en ligne, les usagers novices peuvent se servir des étiquettes définies au préalable par

d'autres usagers, dont les super-utilisateurs. Ils n'ont qu'à choisir l'étiquette appropriée parmi ceux qui figurent sur la liste, ce qui rend aisée leur expérience de participation à l'indexation des archives. Ainsi, ces super-utilisateurs jouent un rôle prépondérant dans la promotion des activités participatives. Si les usagers acquièrent une place centrale dans les activités d'archive participative, qu'en est-il de l'archiviste ?

Le positionnement de l'archiviste dans la sphère participative

Dans cette mouvance de participation et des contributions dynamiques des usagers, l'archiviste, perçu depuis longtemps comme le gardien de confiance, le préserveur de la mémoire archivistique, va chercher de nouvelles stratégies pour s'affirmer en tant qu'expert. Certes, les activités de valorisation de la mémoire archivistique sont désormais partagées avec la communauté des usagers. Or, les contenus générés par ces derniers, qu'il s'agisse des métadonnées de description des archives, des résultats de transcription et de traduction ou encore de la numérisation des archives, doivent faire l'objet d'une vérification de conformité par des acteurs compétents. Dans le contexte participatif, l'archiviste s'expose à une hétérogénéité des extraits archivistiques, par exemple les métadonnées sociales qui varient en fonction de l'utilisateur et de ses préoccupations, ou encore les règles de nommage des archives, qui se doivent d'être relativement normalisées puisque l'emploi des caractères risque de ne pas s'afficher correctement, et, par conséquent, nuire à l'intelligibilité des fichiers numériques créés. Il en va de même pour la qualité des archives numérisées ainsi que de leur géolocalisation et leur mise en contexte historique : il importe d'opter pour des termes couramment connus par la communauté d'utilisateurs afin d'améliorer l'exploitabilité des archives en question. Ajoutons même à cela la pertinence des commentaires et des textes accompagnant la description des archives mises en ligne : il se peut qu'on retrouve des commentaires inutiles du type « Belle photo ! » ou encore « Ça me dit quelque chose, mais je m'en souviens plus ! ». Ce genre de commentaires n'apporte pas de valeur ajoutée à la description des archives, ce qui impose la nécessité d'opter pour des opérations de filtration et de sélection en fonction de leur degré de pertinence. Ce faisant, l'archiviste doit, à un moment donné, réussir à établir une certaine harmonisation des pratiques participatives pour améliorer la qualité des extraits archivistiques générés par les usagers.

Par ailleurs, l'archiviste se doit de confirmer, encore une fois, son rôle de socialisation dans cette sphère participative (voir [figure 3](#)). Les différentes manifestations de l'archive participative s'opèrent dans un contexte interactif, lequel commande des conditions propices à la socialisation. Dans cette veine, l'archiviste doit faire preuve de plus d'interactivité dans le contexte des Archives en tant que place (*Archives as a place*) ([Cunningham 2017](#) ; [Duranti 2007](#)). Cette place, plutôt virtuelle, fera figure d'un *troisième lieu* où les usagers se sentiront dans un espace de détente, de loisir et d'échange ([Sirois 2013–2014](#)). Cela incite l'archiviste à offrir des conditions de socialisation entre les usagers qui éprouveraient peut-être le désir de « savourer » le goût de leurs contributions. L'archiviste se veut dès lors un acteur social dont le rôle dépasse celui d'un simple relais entre

les archives et les usagers, pour s'orienter plus activement dans la constitution sociale de ce troisième lieu virtuel.

Cependant, comment ces nouvelles missions pourraient-elles bien s'intégrer dans les pratiques professionnelles courantes des archivistes ? C'est la question que se posent [Benoit et Eveleigh \(2019\)](#) dans leurs réflexions sur les perspectives sur l'archive participative. Une piste prometteuse qui nous aiderait peut-être à proposer des avenues à explorer en réponse à cette préoccupation est la contribution des super-utilisateurs. Comme nous l'avons précédemment avancé, cette catégorie d'usagers est la plus active et la plus engagée dans les projets participatifs. En sus de la nouvelle mission leur étant accordée, à savoir la création des capsules pour l'amélioration des compétences des usagers, ces super-utilisateurs continuent à assumer leur rôle d'autorégulation et de vérification des extraits générés par les usagers. Leur rôle s'apparente en quelque sorte à celui des wikipédiens en résidence, ces acteurs chargés de vérifier la conformité aux règles d'édition et de sensibiliser les usagers à l'utilisation des différents projets de la Wikimedia Foundation ([Rey-Bellet 2015](#), 11, cité dans [Yoakim 2019](#), 55). Cependant, si cette solution de collaboration entre les archivistes et les super-utilisateurs s'avère intéressante, il faut garder à l'esprit que ces super-utilisateurs, bien qu'ils soient actifs, ne sont pas systématiquement des spécialistes des archives et risquent de tomber dans le piège de la subjectivité. Ainsi, l'archiviste doit chercher à établir l'équilibre entre son contrôle et l'autonomie de ces usagers.

Par ailleurs, l'archiviste doit continuer à opter pour des stratégies gagnantes afin de « fidéliser » les usagers des archives. Pour ce faire, il lui peut être légitime de se servir d'un tableau de bord avec des indicateurs de performance appropriés. Un tel outil de gestion lui permettra de faire le suivi continu du nombre de visites (*logs*) des usagers, puisque les contributeurs nécessitent une identification pour accéder à la plateforme. Le nombre de visites des plateformes et de clics sur les archives numérisées est aussi pertinent pour guider l'archiviste dans sa quête de vérification de la conformité des contenus générés par les usagers. Le taux de satisfaction des usagers à l'égard de leur expérience avec les plateformes participatives doit être parmi les indicateurs clés à retenir, puisqu'il est déterminant du succès ou d'échec de tels projets. Cet indicateur peut se décliner en une série de questions présentées dans un questionnaire que les usagers sont invités à remplir à l'issue de leur participation à la valorisation des archives. Enfin, la pertinence du tableau de bord peut se compléter par des dialogues continus avec les super-utilisateurs, ou avec les usagers eux-mêmes, qui tendent à s'échanger avec les experts en gestion des archives, que ce soit pour signaler des problèmes, ou encore pour développer des compétences appropriées. Grosso modo, ces activités doivent constituer, sur le long terme, une habitude dans la vie professionnelle quotidienne des archivistes, s'ils sont à fidéliser leurs usagers et contribuer au rayonnement de leur institution culturelle et de leurs archives. L'intégration de ces activités commande une acculturation graduelle et incrémentielle, un processus qui n'est possible que par la concertation des efforts des archivistes et des usagers, avec l'appui nécessaire des GLAM.

Conclusion

L'archive participative constitue une pratique sociale inspirée des fondements de la philosophie archivistique postmoderne qui accorde plus d'importance aux usagers et à leurs besoins. L'indexation sociale, la transcription, la traduction, la numérisation et la mise en ligne des archives sont des formes de production participative qui s'inscrivent dans une perspective de mise en valeur du patrimoine archivistique. Le financement participatif permet de soutenir les institutions de mémoire dans leurs diverses activités de valorisation du patrimoine documentaire. L'archive communautaire participative implique, quant à elle, un segment plus restreint des usagers qui entretiennent des liens d'appartenance identitaire envers les archives.

Qu'il s'agisse de la mobilisation de la culture, de l'intelligence citoyenne ou des ressources financières et matérielles, les usagers jouissent d'une importance indéniable dans l'univers participatif : grâce au potentiel des technologies du web 2.0, ils peuvent valoriser les archives mises en ligne, voire les enrichir par le dépôt de nouvelles archives numérisées. En rappelant les divers projets participatifs de BAnQ, de BAC et du musée McCord, entre autres, notre ambition était non seulement d'en faire le portrait détaillé, mais aussi d'y projeter un regard compréhensif permettant de faire ressortir les exigences qui s'imposent sur les usagers.

Sur le long terme, pourvu que l'engagement des usagers soit stimulé et maintenu, il est nécessaire de déployer des stratégies de socialisation appropriées à cet égard. Aussi, la question de la reconnaissance de la participation des usagers tient une part importante, notamment dans le cas des super-utilisateurs auxquels est conféré un rôle d'autorégulation des contributions des usagers « ordinaires ».

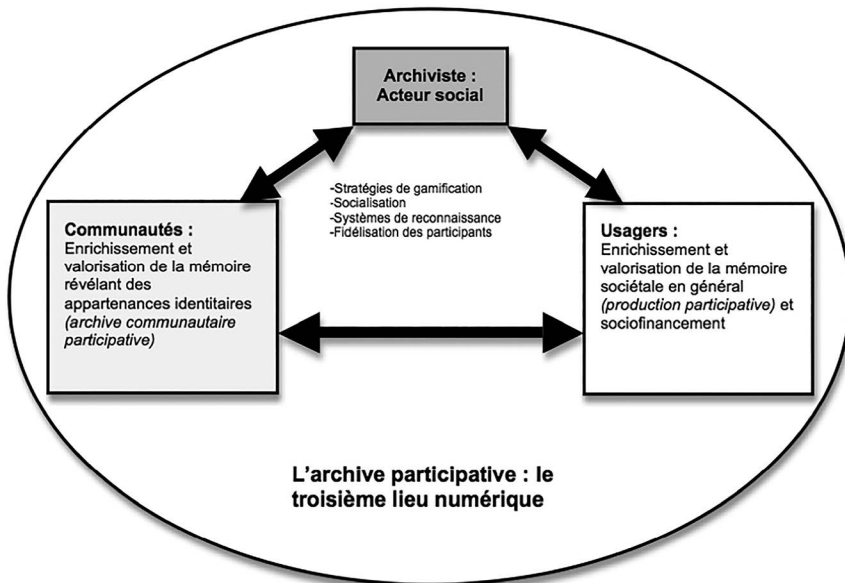


Figure 3. L'archive participative, le troisième lieu numérique

Les compétences numériques doivent aussi se développer chez ces derniers grâce à l'accompagnement nécessaire de la part de l'archiviste. Dans cette veine, le rôle de celui-ci se réinvente dans la sphère participative : l'archiviste est un acteur social qui s'implique dans la configuration sociale de ce troisième lieu virtuel où les usagers se sentent dans un environnement de loisirs, de détente et de socialisation. Pour ce faire, il lui importe, comme le soulignent Boudreau et ses collaborateurs, de se doter d'une intelligence collective essentielle pour développer une pratique archivistique plus flexible (Boudreau, Daveau, et Giuliano 2016, 77) et orientée davantage vers les mutations sociales et technologiques, tendant vers l'ouverture, la participation et la collaboration.

Notes

- 1 https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:BA_nQ/Mardi,_c%27est_Wiki_!
- 2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:BA_nQ/Jeu_du_jeudi,_c%27est_Wiki_%C3%A0_Qu%3A9bec_!
- 3 Voir la capsule vidéo démontrant la logique de l'utilisation de la plateforme : <https://www.youtube.com/watch?v=irs7eQGdZwc&t=>
- 4 https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:BA_nQ/Trois-Rivi%C3%A8res
- 5 <https://co-lab.bac-lac.gc.ca/eng/Guidelines#transcription>
- 6 https://commons.wikimedia.org/wiki/Commons:BA_nQ/Champlain_Marcil?use-lang=fr
- 7 <https://www.kiwili.com/Blog/post/9-plateformes-de-crowdfunding-pouvant-aider-votre-entreprise/>
- 8 <https://www.indiegogo.com/>
- 9 <https://aao-archivists.ca/News/5723334>
- 10 <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/a-notre-sujet/Pages/strategie-canadienne-numerisation.aspx>
- 11 <https://arquivos.ca/clga-collections/>
- 12 <http://agq.qc.ca/>
- 13 <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1155296/gatineau-sociofinancement-reconstruction-bibliotheque-lucy-faris>
- 14 <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/patrimoine-autochtone/initiatives/Pages/default.aspx>
- 15 <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/patrimoine-autochtone/visage-nom/Pages/introduction.aspx>

Bibliographie

- Alagna, L. 2019. « Acquiring Equipment for Obsolete Media through Crowdsourcing. » In *Participatory Archives: Theory and Practice*, sous la dir. de Alexandra Eveleigh et Edward Benoit III, 143–8. London, Facet Publishing.
- Alaoui, S. 2018. « La participation citoyenne dans les bibliothèques et dans les milieux archivistiques : regards croisés ». *Argus : la revue québécoise des professionnels de l'information, Numéro spécial sous le thème bibliothéconomie, muséologie et archivistique* 46 (2), 37–48. <https://images.sdm.qc.ca/fichiers/Public/2019/B971783.pdf>.
- Barnes, H. 2019. « Kickstarting Archives: Crowdfunding and Outreach in the Digital Age. » In *Participatory Archives: Theory and Practice*, sous la dir. de Alexandra Eveleigh et Edward Benoit III, 117–30. London, Facet Publishing.
- Bédard, S., et S. Morel. 2013–14. « L'archiviste, outil de médiation entre les archives et les usagers ». *Archives* 45 (1), 47–56. https://www.archivistes.qc.ca/revuearchives/vol45_1/45_1_bedard_morel.pdf.

- Bégin, J., D. Camirand, C. Boudreau et L.-P. Rousseau. « Le Chronoscope : expérimentation sociale d'une plateforme collaborative dans la mise en valeur du patrimoine documentaire ». Communication présentée au 48^{ème} congrès annuel de l'Association des archivistes du Québec, Gatineau.
- Benoit, E., III et A. Eveleigh. 2019. « Challenges, Opportunities and Future Directions of Participatory Archives. » In *Participatory Archives: Theory and Practice*, sous la dir. de Alexandra Eveleigh et Edward Benoit III, 211–18. London, Facet Publishing.
- Benoit, E., III et A. Munson. 2018. « Proceed with Caution: Deepening Practitioner Concerns about Social Tagging within Digital Collections. » *Portal: Libraries and the Academy* 18 (4), 773–4. https://preprint.press.jhu.edu/portal/sites/ajm/files/Benoit_0.pdf. <https://doi.org/10.1353/pla.2018.0044>.
- Blais, G. et D. Enns. 1990. « From Paper Archives to People Archives: Public Programming in the Management of Archives. » *Archivaria* (31), 101–13. <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/11723/12672>.
- Boudreau, D., F. Daveau et F. Giuliano. 2016. « Diffuser, partager et s'approprier le patrimoine documentaire québécois. Le projet collaboratif de BANQ sur Wikimedia : une première au Canada ». *Archives* 46 (1), 61–81. https://www.archivistes.qc.ca/revuearchives/vol46_1/46_1_boudreau_daveau_giuliano.pdf. <https://doi.org/10.7202/1035723ar>.
- Bouyé, É. 2012. « Le web collaboratif dans les services d'archives publics : un pari sur l'intelligence et la motivation des publics ». *La Gazette des Archives* 227 (3), 125–36. https://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2012_num_227_3_4974. <https://doi.org/10.3406/gazar.2012.4974>.
- Cardin, M. 2012. « La valorisation des archives : Pourquoi? Pour qui? Comment? » In *La valorisation des archives : une mission, des motivations, des modalités, des collaborations, enjeux et pratiques actuels*, sous la dir. de Françoise Hiraux et Françoise Mirguet, 33–49. Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant.
- Charbonneau, N. 1999. « La diffusion ». In *Les fonctions de l'archivistique contemporaine*, sous la dir. de Carol Couture et coll., 373–428. Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Conway, P. 1985. « Facts and Frameworks: An Approach to Studying the Users of Archives. » *The American Archivist* 49 (4), 393–407. <https://americanarchivist.org/doi/abs/10.17723/aarc.49.4.p21825jp21403087>. <https://doi.org/10.17723/aarc.49.4.p21825jp21403087>.
- Cook, T. 2001. « Archival Science and Postmodernism: New Formulations for Old Concepts. » *Archival Science* 2001 (1), 3–24. <https://link.springer.com/article/10.1007/BF02435636>. <https://doi.org/10.1007/bf02435636>.
- Cook, T. 2013. « Evidence, Memory, Identity and Community: Four Shifting Archival Paradigms. » *Archival Science* 13 (2/3), 95–120. <https://link.springer.com/article/10.1007/s10502-012-9180-7>. <https://doi.org/10.1007/s10502-012-9180-7>.
- Cunningham, A. 2017. « Archives as a Place. » In *Currents of Archival Thinking*. 2^{ème} éd., sous la dir. de Heather McNeil et Terry Eastwood, 53–79. Santa Barbara, CA, Libraries Unlimited.
- Dearstyne, B.W. 1987. « What Is the Use of Archives? A Challenge for the Profession. » *American Archivist* 50 (1), 76–87. <https://americanarchivist.org/doi/abs/10.17723/aarc.50.1.572q383767657258>. <https://doi.org/10.17723/aarc.50.1.572q383767657258>.
- Duchemin, M. 1977. « Le respect des fonds en archivistique : principes théoriques et problèmes pratiques ». *La Gazette des archives* 97 (1), 71–96. <https://www>.

- persee.fr/doc/gazar_0016-5522_1977_num_97_1_2554. <https://doi.org/10.3406/gazar.1977.2554>.
- Duff, W., B. Craig et J. Cherry. 2004. « Finding and Using Archival Resources: A Cross-Canada Survey of Historians Studying Canadian History. » *Archivaria* (58), 51–80.
- Duff, W. et A. Fox. 2006. « You're a Guide Rather Than an Expert: Archival Reference from an Archivist's Point of View. » *Journal of the Society of Archivists* 27 (2), 129–53. <https://doi.org/10.1080/00379810601075943>.
- Duff, W. et J. Haskell. 2015. « New Uses of Old Records: A Rhizomatic Approach to Archival Access. » *The American Archivist* 78 (1), 38–58. <https://doi.org/10.17723/0360-9081.78.1.38>.
- Duranti, L. 2007. « Archives as a Place. » *Archives and Social Studies: A Journal of Interdisciplinary Research* 1, 445–66. https://archivo.cartagena.es/doc/Archivos_Social_Studies/Vol1_n0/07-duranti_archives.pdf.
- Eveleigh, A. 2012. « Welcoming the World: An Exploration of Participatory Archives. » Communication présentée au congrès du Conseil international des archives, Brisbane, Australie. <http://ica2012.ica.org/files/pdf/Full%20papers%20upload/ica12Final00128.pdf>.
- Eveleigh, A. 2015. *Crowding out the Archivist? Implications of Online User Participation for Archival Theory and Practice*. Thèse de doctorat. University College London. <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/1464116/1/Eveleigh-AMM-PhD-2015.pdf>.
- Eveleigh, A. 2017. « Participatory Archives. » In *Currents of Archival Thinking*, 2ème éd., sous la dir. de Heather McNeil et Terry Eastwood, 299–325. Santa Barbara, CA, Libraries Unlimited.
- Giuliano, F. 2011–12. « La référence aux archives au XXI^e siècle. L'impact du numérique sur le travail de référencier. État des lieux ». *Archives* 43 (1), 3–19. https://www.archivistes.qc.ca/revuearchives/vol43_1/43_1_giuliano.pdf.
- Hillairet, D. 2012. « Créativité et inventivité des utilisateurs-pionniers. Le cas de la communauté des kitesurfs ». *Revue française de gestion* 223 (4), 91–104. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2012-4-page-91.htm>. <https://doi.org/10.3166/rfg.223.91-104>.
- Howe, J. 2006. « The rise of crowdsourcing. » <https://www.wired.com/2006/06/crowds/>.
- Hurley, G. 2016. « Community Archives, Community Clouds: Enabling Digital Preservation for Small Archives. » *Archivaria* (81), 129–50. <https://archivaria.ca/index.php/archivaria/article/view/13561/14920>.
- Huvila, I. 2008. « Participatory Archive: Towards Decentralised Curation, Radical User Orientation and Broader Contextualisation of Records Management. » *Archival Science* 8 (1), 15–36. <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/s10502-008-9071-0.pdf>. <https://doi.org/10.1007/s10502-008-9071-0>.
- Iacovino, L. 2012. « Reshaping Identity and Memory: Balancing Competing Human Rights in the Participatory Archive. » Communication présentée au Conseil international des archives, Brisbane, Australie. <http://ica2012.ica.org/files/pdf/Full%20papers%20upload/ica12Final00092.pdf>.
- Jansson, I.M. et I. Huvila. 2019. « Social Tagging and Commenting: Theoretical Perspectives. » In *Participatory Archives: Theory and Practice*, sous la dir. de Alexandra Eveleigh et Edward Benoit III, 33–44. London, Facet Publishing.
- Lankes, R.D. s.d. « Archives as a Platform: Building Participatory Archives. » <https://www.kulturadet.no/documents/10157/ce1cc86d-8543-4eec-a46f-76a54880cbeb>.
- Lilien, G.L., P.D. Morrison, K. Searls, M. Sonnack et E. von Hippel. 2002. « Performance Assessment of the Lead User Generation Process for New Product Development. »

- Management Science* 48 (8), 1042–59. <https://pubsonline.informs.org/doi/10.1287/mnsc.48.8.1042.171>. <https://doi.org/10.1287/mnsc.48.8.1042.171>.
- Magee, K. 2019. « Thinking Outside the Box: Crowdfunding the Perter Mackay Archive. » In *Participatory Archives: Theory and Practice*, sous la dir. de Alexandra Eveleigh et Edward Benoit III, 149–57. London, Facet Publishing.
- Maher, W. 2001. « Fundamental of Archival Theory and Practice for Law Librarian. » <https://archives.library.illinois.edu/workpap/fundamentalsaall.pdf>.
- Marsterson, W.A.J. 1974. « Users of Libraries: A Comparative Study. » *Journal of Librarianship* 6 (2), 63–79. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/096100067400600201?journalCode=lisa>. <https://doi.org/10.1177/096100067400600201>.
- Martin, L.A. 1976. « User Studies and Library Planning. » *Library Trends*, 483–96. <https://core.ac.uk/download/pdf/4816199.pdf>.
- Maslow, A.H. 1943. « A Theory of Human Motivation. » *Psychological Review* 50 (4), 370–96. <https://psychclassics.yorku.ca/Maslow/motivation.htm>. <https://doi.org/10.1037/h0054346>.
- McCausland, S. 2017. « Archival Public Programming. » In *Currents of Archival Thinking*. 2ème éd., sous la dir. de Heather McNeil et Terry Eastwood, 225–44. Santa Barbara, CA, Libraries Unlimited.
- Moirez, P. 2013. « Bibliothèques, crowdsourcing, métadonnées sociales ». *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)* 2013 (5), 32–6. https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/file/index/docid/725420/filename/ArchivesParticipatives_PMoirez.pdf.
- Pugh, M.J. 1992. *Providing References Services for Archives and Manuscripts*. Chicago, Society of American archivists.
- Sheffield, R. 2017. « Community Archives. » In *Currents of Archival Thinking*. 2ème éd., sous la dir. de Heather McNeil et Terry Eastwood, 352–76. Santa Barbara, CA, Libraries Unlimited.
- Sirois, É. 2013–14. « Des archives troisième lieu? ». *Archives* 45 (2), 23–51. https://www.archivistes.qc.ca/revuearchives/vol45_2/45_2_sirois.pdf.
- Skelton, B. 1973. « Scientists and Social Scientists as Information Users: A Comparison of Results of Science User Studies with the Investigation Into Information Requirements of the Social Sciences. » *Journal of Librarianship* 5 (2), 138–56. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/096100067300500205>.
- Spindler, R. 2014. « An Evaluation of Crowdsourcing and Participatory Archives Projects for Archival Description and Transcription. » <https://repository.asu.edu/attachments/135630/content/Research%20Paper%20v3.pdf>.
- Theimer, K. 2011. « What Is the Meaning of Archives 2.0? » *The American Archivist* 74 (1), 58–68. <https://americanarchivist.org/doi/abs/10.17723/aarc.74.1.h7tn4m4027407666>. <https://doi.org/10.17723/aarc.74.1.h7tn4m4027407666>.
- Theimer, K. 2014. « The Future of Archives Is Participatory: Archives as Platform. » <https://fr.slideshare.net/ktheimer/the-future-of-archives-is-participatory-a-new-mission-for-archives>.
- Tobin, J.C. 1974. « A Study of Library 'Use Studies'. » *Information Storage and Retrieval* 10 (3–4), 101–13. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/0020027174900138>. [https://doi.org/10.1016/0020-0271\(74\)90013-8](https://doi.org/10.1016/0020-0271(74)90013-8).
- Wood, S. 2019. « Crowdfunding and the Moral Economies of Community Archival Work. » In *Participatory Archives: Theory and Practice*, sous la dir. de Alexandra Eveleigh et Edward Benoit III, 131–42. London, Facet Publishing.

- Wright De Hernandez, A. 2018. « Participatory Community Archives. » <https://vtechworks.lib.vt.edu/bitstream/handle/10919/84416/Participatory%20Community%20Archives.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- Yakel, E. 2000. « Thinking Inside and Outside the Boxes: Archival Reference Services at the Turn of the Century. » *Archivaria* (49), 140–60.
- Yakel, E. 2002. « Listening to Users. » *Archival Issues* 26 (2), 111–27.
- Yakel, E. 2005. « Archives in the Era of Accessibility. » *Revista Lligall* (23), 117–32.
- Yakel, E. et D. Torres. 2003. « AI: Archival Intelligence and User Expertise: Users and Archival Research. » *The American Archivist* 66 (1), 51–78. <https://doi.org/10.17723/aarc.66.1.q022h85pn51n5800>.
- Yoakim, W. 2019. « Wikipédia, Wikimedia Commons et Wikisource, un eldorado de visibilité. » *Archives* 48 (2), 41–81. https://www.archivistes.qc.ca/revuearchives/vol48_2/48_2_yoakim.pdf. <https://doi.org/10.7202/1067524ar>.